L'Orient – le Jour 18-2-2020

Le PIB libanais s'est contracté de 4 % au premier semestre 2019, selon l'ACS

COMPTES NATIONAUX

L'administration centrale de la statistique actualisera désormais les comptes nationaux sur base trimestrielle.

P.H.B.

Il est désormais acquis que l'année 2019 a été celle de l'effondrement pour une économie libanaise habituée jusqu'ici à « défier les lois de la gravité », pour paraphraser une expression utilisée à plusieurs reprises par le vice-président de la Banque mondiale pour la zone MENA, Ferid Belhaj, lorsqu'il évoquait la situation du pays du Cèdre jusqu'à il y a environ un an.
Une tendance confirmée par les derniers chiffres de la croissance publiés au courant du mois par l'Administration centrale de la statistique (ACS), rattachée à la présidence du Conseil des ministres. Ces données ont été relayées hier par le Lebanon This Week de Byblos Bank.
Selon l'ACS, le PIB réel du pays –
mesuré à prix constants, c'est-à-dire sans tenir compte de l'impact de l'inflation – s'est en effet contracté de 4 % au premier semestre comparé à la même période un an plus tôt, où il avait déjà reculé de 1 % comparé aux six premiers mois de 2017. Dans le détail, la contraction a été de 4 % au premier trimestre et de 5 % au second. Le PIB nominal (calculé en tenant compte de l'inflation) a pour sa part atteint 26,6 milliards de dollars à fin juin 2019, soit une baisse de 1,5 % comparé aux six premiers mois de 2018. En se basant sur une période de 12 mois, le PIB nominal a atteint 54,7 milliards à fin juin (54,8 milliards sur la même période un an plus tôt).
Le secteur de l'immobilier a représenté la plus grande part du PIB au premier semestre 2019 (16,7 %), devant les échanges commerciaux et le transport (16,5 %). Suivent les services publics en matière d'administration, d'éducation et de santé (14,5 %), les services personnels, de santé et d'éducation dans le secteur privé (13,2 %), l'industrie (11 %), les services financiers (8,7 %), les activités d'audit, de comptabilité et autres services associés (6,9 %), le secteur de la construction (3,6 %), l'agriculture et la pêche (3,4 %), l'hôtellerie et la restauration (3,3 %) et les services d'information et de télécommunication (2,2 %).

Un mauvais présage pour le PIB de l'année 2019
Au-delà de ces résultats, cette dernière actualisation des comptes nationaux marque un tournant pour l'ACS. C'est en effet la première fois que cette dernière calcule l'évolution du PIB sur base trimestrielle, alors qu'elle était mise à jour d'une année à l'autre.
Selon une source au sein de l'administration, les méthodes et les sources désormais utilisées n'ont que très peu changé. Pour le calcul du PIB nominal, l'ACS tient par exemple toujours compte d'une contribution approximative du secteur informel équivalant à 30 % du total et souligne, dans une documentation figurant sur son site internet, le caractère approximatif des données fournies par une partie des sources. La dernière publication fournit enfin les données du PIB par trimestre sur une période allant du premier trimestre 2016 au second de 2019. Le fait que le PIB se soit autant contracté au premier semestre n'augure rien de bon pour les chiffres de la croissance sur l'ensemble de l'année 2019. Le pays, déjà très endetté et dont la balance des paiements est régulièrement dans le rouge depuis des années, a en effet subi une série de revers au second semestre 2019. Une période marquée tour à tour par la dégradation de sa notation souveraine de plusieurs crans par les principales agences de notation, les sanctions du Trésor américain qui ont visé une banque du pays (Jammal Trust Bank), les restrictions bancaires mises en place depuis fin août ou encore les blocages d'une partie du pays pendant les manifestations contre le pouvoir qui ont démarré le 17 octobre dernier. Les estimations les plus récentes concernant la croissance libanaise sur l'ensemble de l'année 2019 ont été publiées par le département de recherche de Bank Audi (qui tablait sur une contraction de 2 % dans un rapport publié au début du mois) ou encore l'Institut de la finance internationale (-3,8 %, dans une note de recherche fin janvier). En juillet dernier, le ministre sortant des Finances, Ali Hassan Khalil, alors dans l'exercice de ses fonctions, avait déclaré dans la presse être « optimiste » quant à la capacité du Liban à renouer avec la croissance d'ici à la fin de l'année 2019 alors qu'elle avait été nulle au premier semestre.
En 2018, les chiffres de l'ACS encore calculés sur base annuelle avaient dévoilé que le PIB réel s'était contracté de 1,8 %, pour une valeur nominale de 55 milliards de dollars. C'est la première année de contraction du PIB depuis le début du conflit syrien en 2011.